



**Marché 2024CYCPU0S37**  
**MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI)**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

La réponse à cette consultation doit être déposée sur la plateforme dématérialisée  
« PLACE » dans les conditions définies dans ce document.

La réponse électronique est obligatoire mais aucune signature électronique n'est  
exigée.

**APPEL D'OFFRES OUVERT**

**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Le 25 novembre 2024 à 12h00**

# MARCHES PUBLICS DE SERVICES

## SOMMAIRE

---

Préambule.....	3
Article 1 - Objet et définition de la consultation.....	3
Article 2 – Procédure du marché .....	4
Article 3 – Décomposition de la consultation .....	4
Article 4 – Forme du marché.....	5
Article 5 – Durée du marché / Délais d'exécution.....	6
Article 6 – Marchés publics réservés.....	6
Article 7 – Contenu du dossier de consultation.....	6
Article 8 - Modification du DCE durant la consultation.....	7
Article 9 – Questions / Réponses .....	7
Article 10 – Visites du site .....	7
Article 11 – Conditions de participation des concurrents .....	8
Article 12 – Délai de validité des offres.....	9
Article 13 – Mode de règlement du marché public et modalités de financement.....	9
Article 14 - Présentation des candidatures et des offres .....	10
Article 15 - Transmission dématérialisée des plis – copie de sauvegarde .....	14
Article 16 - Sélection des candidatures et Jugement des offres .....	15
Article 17 - Régularisation des offres jugées irrégulières .....	17
Article 18 - Offre anormalement basse.....	17
Article 19 – Attribution finale.....	18
Article 20 - Litiges, information sur les recours et juridiction compétente.....	19
Article 21 - Voies de recours.....	19
Article 22 - Confidentialité et protection des données personnelles.....	20

# MARCHES PUBLICS DE SERVICES

## Préambule

*Face aux défis écologiques, sociétaux, sociaux ou encore économiques, les enjeux liés à la transition occupent désormais une place prépondérante et nous imposent d'agir, tant individuellement que collectivement.*

*Parmi les acteurs, les universités ont sans nul doute une responsabilité particulière au titre de leurs missions portant notamment sur la formation disciplinaire, la recherche ou encore la réussite et l'insertion professionnelle des étudiants.*

*CY Cergy Paris Université s'y engage pleinement et résolument en plaçant la transition au cœur de ses priorités avec la volonté d'intégrer les objectifs de développement durable dans ses diverses politiques et actions.*

*L'achat public en constitue indéniablement l'une des composantes dans une approche globale et systémique. Elle doit ainsi être conforme aux valeurs portant sur l'éthique, la responsabilité sociétale et environnementale, mais aussi irriguer l'ensemble des étapes d'un marché, de la vie d'un produit ou d'une prestation.*

*Il est donc attendu de la part des candidats une parfaite prise en compte de ces enjeux dans le travail à conduire et la formalisation des propositions.*

## Article 1 - Objet et définition de la consultation

Le présent marché a pour objet la maintenance des systèmes de sécurité incendie (SSI) dans la globalité du patrimoine de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

Les modalités techniques et d'exécution du marché sont définies au sein du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le présent marché est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code.

Classification CPV :

<b>50413200-5</b>	Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
<b>51700000-9</b>	Services d'installation de matériel de protection contre l'incendie
<b>50324100-3</b>	Services de maintenance de systèmes
<b>50610000-4</b>	Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

## Lieux d'exécution des prestations :

LOT 1 : Maintenance des SSI de bâtiments situés à Cergy, Pontoise, Neuville-sur-Oise, Argenteuil, Sarcelles, Antony et Gennevilliers :

- **Site des Chênes** : (Bâtiments Chênes I, Chênes 2, Tour des Chênes, Jardin Tropical) : 33 Bd. Du Port - 95011 Cergy-Pontoise cedex
- **Site d'Argenteuil** : (Argenteuil 1 et Argenteuil 2) (IUT) 95/97 Rue Valère Collas - 95100 Argenteuil
- **Site de Saint-Martin** : 2 Av. A. Chauvin, Pontoise - 95302 Cergy-Pontoise cedex

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

- **Site des Cerclades** : (Bibliothèque Universitaire) Place des Cerclades - 95 Cergy-Pontoise cedex
- **Site de Neuville** : (Neuville Bâtiment A – B – C – D - E – F - MIR) 5 Mail Gay Lussac - Neuville sur Oise - 95031 Cergy-Pontoise cedex
- **Site de Sarcelles** : (IUT) 34 Bd. Bergson 95200 Sarcelles
- **Site d'Antony Jouhaux** : (ESPE) 26 avenue Léon Jouhaux 92160 Antony
- **Site de Cergy** : (Bâtiments Principal, Logement Médecine Préventive, Préfas) (ESPE) Avenue Bernard HIRSH BP308 95000 Cergy cedex.
- **Site de Gennevilliers** : Avenue Marcel Paul 92230 Gennevilliers.
- **Site de CY TECH** (Cauchy Condorcet Turing) Avenue du Parc Cergy Pontoise
- **Site de CY TECH** (Fermat) 32, Boulevard du port Cergy Pontoise

**LOT 2 : Site CY TECH** (PAU) 2, Boulevard Lucien FAVRE - BP 202 - 64142 BILLERE

***Tout ajout ou suppression d'un site fera l'objet d'une modification du marché par la voie d'un avenant.***

### Article 2 – Procédure du marché

---

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R.2124-2 du Code.

### Article 3 – Décomposition de la consultation

---

#### Article 3.1 : Allotissement – Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en deux lots désignés ci-dessous :

Lot n°	Désignation
1	MARCHE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI) sur l'ensemble du patrimoine de CY CERGY PARIS UNIVERSITE <b>sauf</b> le site de PAU
2	MARCHE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI) <b>sur</b> le site de PAU de CY CERGY PARIS UNIVERSITE

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats peuvent présenter une offre pour un lot ou pour les deux lots.

#### Article 3.2 : Variantes

##### Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Aucune variante à l'initiative du soumissionnaire n'est autorisée.

##### Variantes exigées par le pouvoir adjudicateur

Aucune variante n'est exigée.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

### Article 3.3 : Options (au sens du droit communautaire)

Le présent marché ne comporte aucune tranche optionnelle.

### Article 3.4 : Reconduction

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de reconductions dans les conditions définies à l'article 3 des Cahiers des Clauses Administratives Particulières.

### Article 3.5 : Prestations similaires

Si nécessaire, l'Université se réserve la possibilité de recourir aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code pour la réalisation de prestations similaires.

## Article 4 – Forme du marché

---

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, le présent marché public est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conclu à prix mixtes, de la manière suivante :

- **Une partie forfaitaire en application de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, correspondant à la maintenance préventive et curative des SSI des sites susvisés ; la description des prestations de cette partie est décrite dans l'article B.1.1 du CCTP ;
- **Une partie hors forfait en application du Bordereau des prix unitaires (BPU)**, correspondant aux prestations ponctuelles non couvertes dans la DPGF du marché ainsi qu'aux modifications et extensions des SSI ; la description des prestations de cette partie est indiquée dans l'article B.1.5 du CCTP. Ces prestations sont exécutées sur la base de bons de commande émis dans les conditions fixées par les articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu :

- Sans minimum annuel, avec un maximum (prestations forfaitaires et à bon de commande) pour tous les lots de 801 100 € HT par an, soit 3 204 400 € HT sur la durée maximale de 4 ans.

A titre indicatif, le montant estimatif pour tous les lots pour la partie à bons de commande (application du BPU) est de 350 000 € HT par an (1 400 000 € HT sur la durée maximale de 4 ans).

Le détail pour chacun des lots est le suivant :

- Le Lot 1 est passé sous la forme d'un marché public conclu à prix mixtes, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel (prestations forfaitaires et à bon de commande) de 761 100 € HT par an, soit 3 044 400 € HT sur la durée maximale du marché (4 ans) ;
- Le Lot 2 est passé sous la forme d'un marché public conclu à prix mixtes, sans montant minimum annuel et avec un montant maximum annuel (prestations forfaitaires et à bon de commande) de 40 000 € HT par an, soit 160 000 € HT sur la durée maximale du marché (4 ans).

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

A titre indicatif, le montant estimatif du lot n°1 pour la partie à bon de commande (application du BPU) est 330 000 € HT par an.

A titre indicatif, le montant estimatif du lot n°2 pour la partie à bon de commande (application du BPU) est 20 000 € HT par an.

### **Article 5 – Durée du marché / Délais d'exécution**

---

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de 01 janvier 2025. Il est tacitement reconductible trois (3) fois, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

La dénonciation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur sera notifiée par voie dématérialisée via la « PLACE » ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 1 mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

Les délais d'exécution maximum sont fixés dans le CCTP. Toutefois, les candidats peuvent proposer des délais plus courts dans leur offre technique. Ces délais deviendront contractuels à la notification du marché, le cas échéant.

### **Article 6 – Marchés publics réservés**

---

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 ou L.2113-13 du Code.

### **Article 7 – Contenu du dossier de consultation**

---

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la consultation (2024CYCPU0S37\_RC) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (2024CYCPU0S37\_CCAP) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (2024CYCPU0S37\_CCTP) commun aux deux lots et son annexe, l'Inventaire des installations SSI pour chaque lot ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (2024CYCPU0S37\_DPGF\_LotX) et le Bordereau de Prix Unitaire (2024CYCPU0S37\_BPU\_LotX) pour chaque lot ;
- Le Devis Quantitatif Estimatif pour chaque lot ;
- Le Tableau des pénalités commun aux deux lots ;
- Le Tableau du Classement des bâtiments pour chaque lot ;
- L'attestation de visite pour chaque lot ;
- Le DC1 « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » à compléter et signer par le candidat et le DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » à compléter par le candidat.

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) sous la référence **2024CYCPU0S37**.

# MARCHES PUBLICS DE SERVICES

## Article 8 - Modification du DCE durant la consultation

---

L'Etablissement se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, dans un délai de 8 jour calendaires avant la date limite de réception des offres.

Dans cette hypothèse, les candidats en seront informés, le cas échéant par avis de publicité modificatif (à ce titre, il est conseillé aux candidats de s'identifier lors du téléchargement du dossier de consultation sur la plateforme afin de bénéficier des notifications s'y rapportant). Dans ces conditions, ils devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le délai de 8 jours précité est décompté à partir de la date d'envoi, par l'établissement, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.

Les modifications du DCE, les réponses aux questions des candidats, les demandes de compléments, de précisions ainsi que tout autre échange se feront par voie électronique, via le profil acheteur "LA PLACE" (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, le candidat recevra un courriel du type 'nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr'.

A cette fin, le candidat est invité à vérifier que l'adresse électronique indiquée lors du retrait du DCE sur "LA PLACE" est bien paramétrée pour recevoir ces messages (mise en message indésirable, mise en quarantaine, adresse fonctionnelle non lue en interne, etc.).

## Article 9 – Questions / Réponses

---

Les questions éventuelles doivent être posées uniquement via le profil acheteur "LA PLACE" (Plate-forme des Achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question par courrier, par télécopie, par téléphone ou par messagerie autre que la « PLACE » ne sera prise en compte.

Les candidats peuvent demander par écrit des renseignements complémentaires au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les réponses seront transmises au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres.

## Article 10 – Visites du site

---

### LOT 1

**Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, le candidat doit obligatoirement visiter les sites de Saint Martin, Chênes et Neuville avant de remettre son offre.**

**Le candidat sera accompagné obligatoirement par un membre de la Direction Hygiène Sécurité Environnement (DHSE).**

Les rendez-vous devront être fixés avec la Direction Hygiène Sécurité Environnement (DHSE) à l'adresse suivante : incendie.u-cergy.fr

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Les visites se dérouleront uniquement pendant les deux demi-journées suivantes :

- **Le 6 novembre 2024 (à 14h00)**
- **Le 7 novembre 2024 (à 09h30)**

### LOT 2

**Compte tenu de la nature des prestations du présent marché, le candidat doit obligatoirement visiter le site de Pau avant de remettre son offre.**

**Le candidat sera accompagné obligatoirement par un membre de la Direction Hygiène Sécurité Environnement (DHSE).**

Les rendez-vous devront être fixés avec la Direction Hygiène Sécurité Environnement (DHSE) à l'adresse suivante : [incendie@ml.u-cergy.fr](mailto:incendie@ml.u-cergy.fr)

Les visites se dérouleront uniquement pendant les deux demi-journées suivantes :

- **Le 6 novembre 2024 (à 14h00)**
- **Le 7 novembre 2024 (à 09h30)**

Aucune visite supplémentaire ne sera organisée.

A l'issue de la visite, une attestation de visite, jointe au dossier, est à compléter et à faire signer par le représentant du site défini ci-dessus.

**Chaque attestation est à intégrer dans le dossier de réponse du lot correspondant, faute de quoi la candidature sera jugée irrégulière.**

### Article 11 – Conditions de participation des concurrents

#### **Cotraitance :**

Les candidats peuvent se présenter seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou conjoint, conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code. La composition du groupement ainsi que son mandataire doivent être présentées lors de la remise des offres.

La recevabilité de la candidature est analysée pour chaque entreprise, que le groupement soit solidaire ou conjoint. L'appréciation des capacités financières, professionnelles et techniques est globale. Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

S'ils le souhaitent, les candidats peuvent accéder à une « bourse de la cotraitance » à partir de la plateforme « LA PLACE ». Une inscription simplifiée permet de consulter la liste détaillée des entreprises inscrites à cette bourse de la cotraitance pour cette consultation.

#### **Sous-traitance :**

En application des articles L. 2193-1 et suivants du Code, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à la condition préalable expresse d'avoir obtenu de l'Etablissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de son paiement.



## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le représentant du pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

### ➤ Déclaration lors du dépôt de l'offre

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant les éléments suivants :

- La nature de la prestation sous-traitée ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.

Si le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'Etablissement met en œuvre les dispositions des articles L. 2152-5 et suivant du Code.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

### ➤ Déclaration en cours d'exécution du marché

Conformément à l'article R. 2193-3 du Code, la présentation d'un sous-traitant peut également être effectuée en cours d'exécution du marché.

Dès lors, le titulaire remet contre récépissé à l'Etablissement ou lui adresse par lettre recommandée, avec avis d'accusé réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés ci-dessus.

Dans cette hypothèse, l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/dai/formulaires-declaration-candidat>).

## **Article 12 – Délai de validité des offres**

---

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

## **Article 13 – Mode de règlement du marché public et modalités de financement**

---

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

### Article 14 - Présentation des candidatures et des offres

Les documents fournis par les entreprises sont entièrement rédigés en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des entreprises sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le soumissionnaire doit transmettre son pli par voie dématérialisée, via la plateforme « LA PLACE ».

Conformément à l'article R.2151-6 du Code, dans le cas où plusieurs offres seraient successivement transmises par un même soumissionnaire, seule la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Ce pli dématérialisé comprend 2 dossiers :

1. Un **dossier nommé « candidature »** comprenant les fichiers suivants :

Documents demandés	Description
--------------------	-------------

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

<p style="text-align: center;"><b>Lettre de candidature – Déclaration du candidat ou DUME</b></p>	<p><b>1) Solution 1 : candidature « Hors DUME »</b></p> <p>Tout candidat doit produire (*) :</p> <p>a) <b>Le formulaire « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » dûment complété et signé</b> par le candidat, ou par chacun des cotraitants en cas de groupement,</p> <p>b) <b>Le formulaire DC2 « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » dûment complété.</b></p> <p><b>2) Solution 2 : Candidature DUME</b></p> <p>Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, en lieu et place des formulaires DC1, DC2 et, le cas échéant, DC4. Le candidat doit indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises dans le DCE en fournissant toutes les preuves de manière expresse.</p> <p>Le candidat qui souhaite réutiliser le DUME qui a déjà été utilisé dans une consultation antérieure doit fournir une attestation sur l'honneur justifiant que les informations qui y figurent sont toujours valables.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société</b></p>	<p>Par ce document, le candidat démontre la capacité juridique de la personne signant les documents à engager la société.</p>
<p style="text-align: center;"><b>Capacités économiques et financières</b></p>	<p>Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;</p>

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

<b>Capacités techniques et professionnelles</b>	<p>1) La présentation d'une liste des <b>principales prestations similaires</b> (en lien avec l'objet de la consultation) effectuées au cours des trois dernières années, indiquant l'objet, l'ampleur, le montant, la date, la finalité et le destinataire public ou privé. L'exécution de ces prestations par des attestations des donneurs d'ordre ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;</p> <p>2) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;</p> <p>3) Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants (ou équivalence : l'Etablissement accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres), notamment :</p> <p><b>APSAD I7/F7</b> Installation et maintenance des Systèmes de Sécurité Incendie ou équivalent ;</p> <p><b>APSAD I17/F17</b> Installation et maintenance des Désenfumage Naturel ou équivalent ;</p> <p><b>Une attestation du constructeur</b> précisant que le candidat maîtrise la programmation du SSS ou à défaut assure une assistance permanente auprès de celui-ci ;</p> <p><b>Autorisation ASN</b> pour traitement des sources ionisantes.</p> <p><b>Ces attestations et autorisations (ou équivalence) sont à intégrer dans le dossier de réponse, faute de quoi les candidatures seront jugées irrégulières et rejetées.</b></p>
---	--

(\*) Ces formulaires sont disponibles à la rubrique formulaires pour les professionnels sur le site suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>. Le candidat peut aussi fournir ces renseignements sur papier libre.

*ENTREPRISES NOUVELLES : les entreprises nouvelles pourront apporter dans leur candidature la preuve de leurs capacités financière, technique et professionnelle par tout moyen (présentation des titres d'études, expérience professionnelle du/des responsables).*

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai raisonnable et identique pour tous conformément aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code.

2. Un **dossier nommé « offre »** comprenant les fichiers suivants :

Documents demandés	Nommage du fichier
La DPGF pour le ou les lots concernés, complétée, datée et signée en formats modifiable et non modifiable (type PDF et Excel ou équivalents)	DPGF_LotX/nom du soumissionnaire

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Le BPU pour le ou les lots concernés, complété, daté et signé en formats modifiable et non modifiable (type PDF et Excel ou équivalents)	BPU_LotX/nom du soumissionnaire
Un mémoire technique permettant d'apprécier l'offre du soumissionnaire au regard des critères énoncés au présent règlement de la consultation	Mémoire technique/nom du soumissionnaire
Une liste et description des produits de toutes les fournitures requises à la maintenance préventive et curative et les <b>fiches techniques</b> correspondantes	Fiches_techniques/nom du soumissionnaire
Une liste des membres de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations	Liste_personnel/nom
Une liste des pièces détachées mises à disposition par le candidat	Liste pièces détachées/nom du soumissionnaire
Un carnet type de maintenance	Carnet_type_maintenance/nom
Un rapport annuel type de maintenance	Rapport_annuel_maintenance/nom
Les gammes de maintenances qui peuvent inclure plus d'opérations que celles énumérées à l'article 4.1.1 du CCTP et les documents de suivi	Gammes_maintenance/nom du soumissionnaire
<b>Une proposition de planning de renouvellement par site et pluriannuels sur 4 ans des détecteurs</b> sur l'ensemble de l'Université en fonction de l'inventaire joint en annexe du CCTP	Planning_renouvellement/nom du soumissionnaire
<b>Une proposition de planning annuel de visites pour chaque année du contrat</b>	Planning_visite_annuel/nom du soumissionnaire
Le Tableau des pénalités	Tableau_pénalités/nom
Déclaration de sous-traitance, le cas échéant	Sous-traitance/nom du soumissionnaire
Attestation de visite par lot à compléter et signer	Attestation_Visite_LotX/nom du soumissionnaire

Conformément aux indications du CCTP, l'offre technique du candidat doit aussi préciser **dans un tableau récapitulatif** sa proposition d'optimisation des délais d'exécution et la durée de réalisation pour les prestations suivantes :

- Délai d'intervention suite à un appel téléphonique en maintenance curative (art. B.1.3 CCTP) ;
- Délai de remise en état dans le cadre d'une maintenance curative (art. B.1.3 CCTP) ;
- Délai de remise en état dans le cadre d'une maintenance préventive (art. B.1.2 du CCTP) ;
- Délai de transmission du devis de réparation dans le cadre de prestations ponctuelles (art B.1.5 du CCTP) ;
- Durée de la visite de maintenance préventive (art. B.1.2. du CCTP) ;
- Délai de transmission du rapport d'audit (art. B.1.2 et C.1.4 du CCTP) ;
- Délai de transmission du rapport de maintenance (art. B.1.2, C.1.1 et C.1.2 du CCTP) ;
- Délai de mise en place et de réapprovisionnement des pièces détachées du stock (art. B.1.4 du CCTP) ;
- Délai de transmission du rapport écrit suite à une visite (art. B.3 du CCTP) ;
- Délai de levée de réserve (art. C.1.8 CCTP).

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**Il revient aux candidats de recenser et vérifier l'ensemble des délais et durées demandés au CCTP.**

L'acte d'engagement n'est pas demandé lors du dépôt de l'offre, étant entendu que la simple transmission d'un pli vaut engagement du candidat (cf. article 19 du présent règlement).

### **Article 15 - Transmission dématérialisée des plis – copie de sauvegarde**

---

#### 15.1 – Transmission dématérialisée

Le pli doit être envoyé par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation « LA PLACE », à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat trouvera sur ce site un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Le candidat est invité à tester la configuration de son poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Il dispose sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette remise dématérialisée de son pli, le soumissionnaire doit tenir compte des indications suivantes :

**Format des fichiers** : La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission des plis est la suivante : zip, pdf, doc et xls.

**Nouvel Utilisateur** : ***Il est fortement recommandé au nouvel utilisateur de la plateforme de s'enregistrer au moins 48 heures avant le dépôt de leur offre.***

**Gestion des plis déposés « hors délais »** : les plis transmis sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme « hors délai ».

#### 15.2 – Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires qui ont décidé d'adresser une copie de sauvegarde sont invités à en informer CY Cergy Paris Université, via LA PLACE (par le module « poser une question ») ou par courriel à l'adresse [marche@ml.u-cergy.fr](mailto:marche@ml.u-cergy.fr), afin qu'elle puisse s'assurer de sa bonne réception.

Les soumissionnaires peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou support physique électronique, une copie de sauvegarde établie selon des modalités fixées par arrêté du 14/12/2009 du ministre chargé de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Cette copie ne peut être prise en considération que si elle est parvenue au pouvoir adjudicateur dans le délai prescrit pour le dépôt, selon le cas, des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée sous pli scellé comportant la mention lisible « **Copie de sauvegarde** » et l'objet de la consultation.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

- lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique et n'a pu être ouvert, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, elle est détruite à l'issue de la procédure.

### **Soit envoi par courrier :**

La copie de sauvegarde est envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de retard de transmission, il n'est pas tenu compte de la date du cachet de la poste.

Le candidat doit la placer sous pli scellé comportant la mention lisible :

<p style="text-align: center;"><b>CY Cergy Paris Université</b> <b>Site des chênes-Jardin Tropical</b> <b>Service des achats et marchés publics-bureau 119</b> <b>33 boulevard du Port</b> <b>95011 Cergy-Pontoise Cedex</b></p> <p style="text-align: center;"><b>Marché 2024CYCPU0S37</b></p> <p style="text-align: center;"><b>MARCHE DE MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI)</b></p> <p style="text-align: center;"><b>LOT n°X</b></p> <p style="text-align: center;"><b>NE DOIT PAS ETRE OUVERT PAR LE SERVICE DU COURRIER</b> <b>(copie de sauvegarde)</b></p>
---

### **Soit dépôt direct :**

La copie de sauvegarde est remise contre récépissé, à l'adresse suivante :

**CY CERGY PARIS UNIVERSITE**  
**Site des chênes-Jardin Tropical**  
**Service des marchés publics-bureau 119**  
**33 boulevard du Port**  
**95011 Cergy-Pontoise Cedex**

Les horaires d'ouverture du service sont du lundi au vendredi de 9H00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

<p style="text-align: center;"><b>Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai ne sont pas retenues et sont détruites.</b></p>
--

## **Article 16 - Sélection des candidatures et Jugement des offres**

### **A - Sélection des candidatures :**

Conformément à l'article R. 2161-4 du Code, l'Etablissement se réserve la faculté de décider d'examiner les offres avant les candidatures.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Les candidatures seront analysées à partir des pièces demandées à l'article 14 du présent règlement de consultation.

A ce titre, les capacités financières, professionnelles et techniques seront analysées, en fonction des enjeux du marché public et du dossier présenté par le candidat.

Les candidatures qui ne disposent pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes au regard de l'article 14 du présent Règlement de la consultation pour l'exécution du marché public sont éliminées.

### B - Jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous et pondérés comme suit (**lots 1 et 2**) :

Critères	Pondération
<b>Critère n° 1 : Valeur technique</b>	<b>55 points</b>
<b>Sous-critère 1.1 : La qualité des moyens humains dédiés à l'opération au regard de :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>La qualité de l'interlocuteur unique chargé du suivi des prestations (formation, expériences, capacité de pilotage de prestations de même nature) <b>(5 points)</b></li><li>La qualité de l'équipe dédiée aux prestations (formation, compétences, expériences professionnelles similaires) <b>(5 points)</b></li><li>La qualité de l'organisation de l'équipe dédiée (organigramme, nombre de personnes présentes sur le site) <b>(5 points)</b></li></ul>	15 points
<b>Sous-critère 1.2 : La qualité de la méthodologie proposée pour la réalisation des prestations</b>	10 points
<b>Sous-critère 1.3 : La qualité des modèles de livrables exigés dans le CCTP</b> (notamment les rapports-types, gammes de maintenance)	10 points
<b>Sous-critère 1.4 : La qualité de l'optimisation des délais proposée par le candidat</b>	5 points
<b>Sous-critère 1.5 : La qualité de la proposition :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Du planning annuel de visites pour chaque année de l'accord-cadre, <i>au regard du temps étalon de chaque lot</i> <b>(5 points)</b> ;</li><li>Du planning de renouvellement par site et pluriannuels sur 4 ans des détecteurs sur l'ensemble de l'Université, <i>au regard du temps étalon de chaque lot</i> <b>(5 points)</b> ;</li></ul>	10 points



## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

<b>Sous-critère 1.6 : La cohérence des valeurs quantitatives indiquées dans la DPGF au regard du Temps étalon de chaque lot</b>	5 points
<b>Critère n°2 : La qualité des engagements pris par le soumissionnaire pour participer à la transition environnementale et sociétale de CY au travers des prestations objets du présent marché</b>	<b>5 points</b>
<b>Critère n°3 : Prix des prestations au regard de :</b>	<b>40 points</b>
Sous-critère 2.1 : La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)	15 points
Sous-critère 2.2 : Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	25 points

**Le soumissionnaire doit remettre un planning d'exécution détaillé dans son offre.**

**Le sous-critère n°2.2 : Détail Quantitatif Estimatif**, sera apprécié au regard d'un devis quantitatif estimatif (DQE) porté à la connaissance des candidats.

Le présent paragraphe s'applique en cas de discordance ou erreur de prix observée dans les offres des candidats.

Les candidats sont informés que s'il est constaté, au cours de l'analyse des offres, des erreurs de report des montants entre le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE), ce sont les prix mentionnés dans le BPU qui prévaudront.

Dans cette hypothèse, les montants indiqués dans le DQE seront corrigés afin qu'ils correspondent à ceux précisés dans le BPU. L'analyse du DQE s'effectuera donc sur la base de ces montants corrigés.

### **Temps étalon minimal pour la maintenance préventive et curative SSI pour chaque lot**

Le calcul de ce temps étalon minimal a été établi par la Direction Hygiène Sécurité Environnement (DHSE) de CY CERGY PARIS UNIVERSITE en fonction de la taille des sites, de la complexité des installations des SSI et de l'expérience de la gestion des contrats de maintenance avec différents constructeurs et différents installateurs / mainteneurs.

### **Article 17 - Régularisation des offres jugées irrégulières**

Les offres jugées inacceptables, inappropriées ou irrégulières, au sens de l'article R. 2152-1 du Code sont éliminées.

Toutefois, si la réglementation le permet, l'Etablissement se réserve la faculté d'autoriser les candidats concernés à régulariser leurs offres si celles-ci sont irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Les offres inappropriées ne sont pas régularisables.

### **Article 18 - Offre anormalement basse**

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Si une offre est jugée anormalement basse, le candidat est invité par l'Etablissement à justifier le prix et le coût proposés dans son offre en fournissant toutes les précisions jugées utiles sur la composition des prix, dans les conditions définies par l'article R. 2152-3 du Code.

Si les conditions de l'article R. 2152-4 du Code sont remplies, l'offre peut être rejetée.

### Article 19 – Attribution finale

---

**Le candidat retenu pour l'attribution du marché devra fournir les documents suivants :**

1. Un acte d'attribution valant engagement revêtu d'une signature manuscrite ;

L'Etablissement transmettra – via LA PLACE - au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, un acte d'attribution valant engagement.

**Important : par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer l'acte d'engagement ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. La signature de l'acte d'attribution valant engagement vaut signature de toutes les pièces contractuelles. Tout refus de signature expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.**

2. la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
3. le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur, pour l'année en cours ;
4. le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
5. les références de police d'assurance qu'il a souscrite (responsabilité civile) pour couvrir les risques relatifs à l'exécution des prestations dans le cadre de la consultation ou des attestations d'assurance « responsabilité civile professionnelle et décennale » en cours de validité ;
6. Une déclaration sur l'honneur attestant que l'attributaire ne rentre dans aucun cas d'interdiction développés à l'article 5 duodecies du règlement UE 2022/576 du 8 avril 2022 énumérant les mesures restrictives contre la Russie pour l'attribution des marchés publics ;
7. Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail précisant la nationalité, la date d'embauche ainsi que le type et le n° de l'autorisation de travail ou une attestation sur l'honneur que la société n'emploie pas de salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail en France ;
8. un Relevé d'identité Bancaire.

Les documents indiqués dans le courrier d'attribution provisoire devront être envoyés à l'Université dans un délai de 10 jours calendaires via la PLACE ou par voie postale, en lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante :

**CY Cergy Paris Université  
Site des chênes-Jardin Tropical  
Service des achats et marchés publics-bureau 119  
33 boulevard du Port**

# MARCHES PUBLICS DE SERVICES

**95011 Cergy-Pontoise Cedex**

**Le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les documents demandés. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.**

Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents demandés nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## **Article 20 - Litiges, information sur les recours et juridiction compétente**

---

Toute communication relative à ce marché doit être rédigée en langue française. Le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des dispositions des documents du présent marché.

## **Article 21 - Voies de recours**

---

La juridiction administrative compétente pour toutes les voies de recours suivantes est :

### **Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise**

2/4 Boulevard de l'Hautil  
95000 CERGY-PONTOISE  
Tél : 01.30.17.34.00  
Fax : 01.30.17.34.59

Les voies de recours sont définies ci-après :

- Référé précontractuel sur la base des articles L. 551-1 à L. 551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative jusqu'à la conclusion du contrat. Un délai suspensif 11 jours est respecté entre la date d'envoi de la notification du rejet de leur offre aux sociétés non retenues et la date de signature du marché.
- Une fois le contrat signé, référé contractuel sur la base des articles L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative jusqu'au 31ème jour qui suit la publication de l'avis d'attribution au JOUE ou à défaut d'avis, dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du contrat.

Le référé contractuel ne peut être exercé à l'égard des contrats :

- dont la passation n'est pas soumise à une obligation de publicité préalable lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a, avant la conclusion du contrat, rendu publique son intention de le conclure et observé un délai de onze jours après cette publication,
  - soumis à publicité préalable auxquels ne s'applique pas l'obligation de communiquer la décision d'attribution aux candidats non retenus lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice a accompli la même formalité.
- Recours en contestation de validité contractuelle issu de la jurisprudence « Département du Tarn-et-Garonne » (CE, ass, 4 avril 2014, n°358994) dans un délai de deux mois à compter des mesures de publication de l'avis d'attribution au JOUE, ou à défaut d'avis, sans condition de délai, pour les candidats évincés et les tiers susceptibles d'être lésés dans leurs intérêts.
  - Recours indemnitaire sur la base des articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative, dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale.

## MARCHES PUBLICS DE SERVICES

### **Article 22 - Confidentialité et protection des données personnelles**

---

En application de l'article 32 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'Etablissement, représentée par son président Monsieur Laurent GATINEAU, informe les candidats que des données à caractère personnel les concernant font l'objet d'un traitement informatique obligatoire mis en œuvre par l'Etablissement. Ces données sont collectées afin d'assurer la gestion du marché public. Elles seront conservées pendant la durée précisée à l'article R. 2184-12 du Code et sont destinées aux personnels chargés de la passation et de l'exécution du marché public.

Les candidats peuvent accéder aux données les concernant ou demander leur effacement. Ils disposent également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données (cf. [cnil.fr](http://cnil.fr) pour plus d'informations sur vos droits). Ils peuvent exercer ces droits en contactant le délégué à la protection des données personnelles de l'Etablissement à l'adresse électronique suivante : [contact\\_dpo@u-cergy.fr](mailto:contact_dpo@u-cergy.fr)

S'ils estiment, après avoir contacté ce délégué, que leurs droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, ils peuvent adresser une réclamation à la CNIL.